



**Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques**

Distr.
GÉNÉRALE

CCPR/C/68/L/GUY
3 décembre 1999

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME
Soixante-huitième session

LISTE DES POINTS À TRAITER À L'OCCASION DE L'EXAMEN
DU DEUXIÈME RAPPORT PÉRIODIQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU GUYANA
(CCPR/C/99/Add.2)

Adoptée par le Comité des droits de l'homme le 2 novembre 1999

Respect du Pacte et du Protocole facultatif

1. Quelles mesures ont été prises pour garantir l'application des constatations du Comité concluant à l'existence d'une violation du Pacte dans des affaires soumises à son examen en vertu du Protocole facultatif et quelles mesures seront prises dans l'avenir pour assurer qu'un condamné à mort ne sera pas exécuté avant que le Comité n'ait examiné une communication faisant état d'une violation du Pacte ? Donner des renseignements sur l'application des constatations du Comité concernant la communication No 676/1996 (*A.S. Yasseen et N. Thomas c. Guyana*).
2. Donner des exemples de décisions judiciaires qui ont confirmé des droits garantis dans le Pacte inclus dans les dispositions de la Constitution ou les lois du Guyana (document de base, par. 18).
3. Quelles modifications est-il envisagé d'opérer dans le projet de nouvelle Constitution en ce qui concerne la protection des droits consacrés dans le Pacte ?
4. Compte tenu de la décision de la section judiciaire du Conseil privé dans l'affaire *Thomas et Hilaire c. Baptiste et consorts* (17 mars 1999), le Guyana a-t-il l'intention de retirer la réserve qu'il a émise au Protocole facultatif (5 janvier 1999) ?

5. Citer des exemples concrets des types de plaintes dont traite le Bureau du Défenseur du peuple et indiquer comment les recommandations sont appliquées et si elles donnent lieu à des recours utiles. Donner des exemples (par. 8 et 9 du rapport).

Égalité entre les hommes et les femmes et violence contre les femmes (art. 3, 7 et 26)

6. Fournir des renseignements à jour sur la place de la femme dans l'enseignement, le travail, la fonction publique et la vie politique.

7. Donner des renseignements sur l'ampleur de la violence contre les femmes, y compris le viol, et sur l'efficacité de la loi de 1996 sur la violence dans la famille. Fournir des données statistiques sur le nombre d'ordonnances de protection et d'autres décisions concernant l'occupation des lieux que les juges rendent en vertu de cette loi. L'exécution de ces décisions est-elle vérifiée par une autorité indépendante et les contrevenants sont-ils poursuivis ?

Droit à la vie (art. 6)

8. Fournir des statistiques à jour sur le nombre de condamnations à mort prononcées par les tribunaux et le nombre de recours contre une sentence de mort dont la Cour d'appel est saisie ainsi que le nombre de décisions prises par le Conseil consultatif sur le droit de grâce (du type des décisions exposées aux paragraphes 20 et 21 du rapport couvrant la période 1981-1986).

9. Quelles mesures ont été prises pour garantir que personne ne soit condamné à mort dans des conditions contraires aux dispositions du Pacte, comme l'exige l'article 6 du Pacte ?

10. Fournir des renseignements à jour sur le nombre d'exécutions extrajudiciaires imputables aux forces de police depuis l'établissement du dernier rapport, sur les résultats des enquêtes effectuées et sur le nombre de membres de la police poursuivis et condamnés pour de tels actes. Quels sont les textes qui réglementent l'usage des armes à feu par la police et quelles sont les mesures prévues pour garantir la stricte observation de ces règles (par. 23 du rapport) ?

Interdiction de la torture et des traitements dégradants (art. 7)

11. Quelles allégations de torture et de mauvais traitements sur la personne de détenus ont été faites depuis l'établissement du dernier rapport ? Combien d'enquêtes, ouvertes à la suite de ces plaintes, ont abouti à des mesures disciplinaires, à des poursuites contre le responsable ou à la condamnation de celui-ci ou à une indemnisation de la victime ? Quels sont les pouvoirs de l'autorité chargée de recevoir les plaintes contre la police, du Directeur de la police et du Défenseur du peuple en ce qui concerne l'ouverture d'enquêtes sur des allégations de mauvais traitements sur la personne de détenus imputables à des membres de la police ou du personnel pénitentiaire (par. 26 du rapport) ?

Liberté et sécurité de la personne; traitement des prisonniers et autres personnes privées de liberté et droit à un procès équitable (art. 9, 10 et 14)

12. Bien que la Constitution interdise, au paragraphe 2 a) de son article 139, la détention avant jugement pour une durée supérieure à trois mois, les informations disponibles indiquent qu'il est courant que des prévenus restent en détention pendant en moyenne trois ou quatre ans. Expliquer cette pratique au regard du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte. Dans quelle mesure les recours en *habeas corpus* pour détention illégale soumis à la Haute Cour aboutissent-ils (par. 40 du rapport) ?

13. Indiquer de quelle façon les règles mentionnées au paragraphe 41 du rapport protègent les droits des suspects placés en détention, interrogés, arrêtés et inculpés. Donner des précisions sur les conditions applicables pour l'obtention d'aveux et sur la valeur des aveux dans un procès ainsi que sur les règles qui établissent le droit à l'assistance d'un conseil (par. 41 du rapport). Donner des exemples. Vu que ces règles datent de 1964, est-il prévu d'en faire des règles de droit ?

14. Quelles mesures ont été prises pour remédier au problème du surpeuplement des prisons (par. 55 du rapport) ? Les locaux de la prison de Georgetown, construite il y a 150 ans, ont-ils été rénovés et quelles mesures l'État envisage-t-il de prendre pour éliminer la malnutrition, améliorer les conditions d'hygiène et lutter contre les autres facteurs défavorables, causes de maladies ou de décès parmi les détenus (par. 56 du rapport) ?

15. Expliquer comment l'indépendance du pouvoir judiciaire est-elle garantie dans la loi et dans la pratique.

Liberté d'expression (art. 19)

16. De quels recours disposent les journalistes ou d'autres personnes quand ils subissent des actes d'intimidation, de violence ou d'autres formes de représailles pour avoir exercé les droits garantis par l'article 19 ?

Droit à une famille et protection des enfants (art. 23 et 24)

17. Quelles conditions ont conduit au phénomène des enfants des rues au Guyana et quelle est l'ampleur de ce problème ? Quelles sont les mesures en vigueur pour protéger les enfants contre les sévices, y compris les sévices et l'exploitation sexuels ?

18. Indiquer si les lois garantissant l'égalité aux enfants nés hors mariage ont été appliquées (par. 7 du rapport).

Droit de participer à la vie publique (art. 25)

19. Fournir des renseignements sur l'application de l'article 25 pour ce qui est de l'élection des membres du Parlement. Quelles modifications est-il envisagé d'apporter à cet égard dans la nouvelle constitution ?

Égalité devant la loi, discrimination et droits des personnes appartenant à des minorités (art. 26 et 27)

20. Quelles sont les lois qui interdisent la discrimination fondée notamment sur la préférence sexuelle, l'incapacité, l'âge et sur d'autres motifs énoncés à l'article 26 du Pacte ?

21. Quelles mesures est-il envisagé de prendre pour éliminer les pratiques discriminatoires du point de vue racial et ethnique entre les groupes ethniques, en particulier entre les communautés indo-guyanienne et afro-guyanienne (par. 10 du rapport) ?

22. Donner des précisions sur les mesures prises pour mettre à jour la loi sur les Amérindiens. Les dirigeants amérindiens du pays ont-ils été consultés pour la délimitation des terres appartenant aux communautés amérindiennes et en ce qui concerne l'exploitation des forêts ? Quelles difficultés les Amérindiens rencontrent-ils pour exercer les droits qui leur sont reconnus par l'article 27 (par. 93 et 94 du rapport) ?

Diffusion d'informations concernant le Pacte (art. 2)

23. Indiquer les mesures prises pour diffuser des informations sur la présentation du deuxième rapport périodique du Guyana et son examen par le Comité.
